

ÉDITORIAL

Le laboratoire anglais

Ainsi celle que l'on disait faible et indécise, arrivée par défaut à la tête du gouvernement britannique, est parvenue hier à pratiquement résoudre la quadrature du cercle en matière de relations européennes. L'accord sur le Brexit, conçu dans la douleur et après dix-sept mois de tractations byzantines, a été validé hier par les dirigeants des 27. Il reste encore un obstacle sur la route de Theresa May, et pas le moindre. Le vote d'approbation, mi-décembre, du parlement britannique pour valider ce « traité de retrait ». Les risques d'un refus ne sont pas à exclure. La majorité sur laquelle a été élue la Première ministre conservatrice est faible et ne tient que par l'appui de dix élus du Parti unioniste d'Irlande du Nord, désormais hostiles à l'arrangement trouvé pour faire des deux Irlande une seule entité douanière.

YVES HARTÉ

y.harte@sudouest.fr



On peut imaginer que de prochaines élections présenteront une photographie identique dans bien d'autres pays

Mais désormais Theresa May dispose d'un arme majeure qui, à bien y regarder, devrait intéresser bon nombre de pays. Elle peut à tout moment faire-valoir que tout refus équivaldrait à un nouveau désastre et, sans véritablement l'exprimer, avancer ce « Moi ou le chaos » qui a souvent emporté l'assentiment des indécis et fait basculer dans l'escarcelle des votes du clan opposé.

Deuxième atout, son plan respecte les exigences de base des « brexiteurs ». Il admet la fin d'une libre circulation des Européens, l'arrêt de la contribution financière et la fin de la suprématie de la Cour de justice de l'UE. En d'autres termes, elle peut obtenir une approbation pour un pis-aller mais devra ensuite présider à une reconstruction d'une société et à une réconciliation qui, contrairement à ce que l'on imagine, n'est pas spécifiquement britannique. De ce point de vue-là, la semaine que nous venons de vivre en France en offre un autre exemple.

Car cet accord ne règle en rien sur le fond, des colères qui ont motivé ce non à l'Europe. Rien pour ce qui concerne la prédominance de la zone euro et de l'utilisation qui en est faite. Rien sur l'immigration et le sentiment d'insécurité culturelle. Rien sur le fossé qui se creuse entre Européens de l'ancien monde communiste et ceux du clan occidental. Et rien surtout sur ces deux univers qui s'éloignent à une vitesse vertigineuse, le monde des métropoles et celui des campagnes qui les entourent. Les deux cartes sociologiques et géographiques, qui fixaient le non ou le oui au Brexit, l'avaient révélé. Sans risque de se tromper, on peut imaginer que de prochaines élections présenteront une photographie identique dans bien d'autres pays.

ÇA VA FAIRE DU BRUIT

Art africain. Les musées ne doivent pas être « otages de l'histoire douloureuse du colonialisme », a plaidé hier le patron du Musée du quai Branly Stéphane Martin, en réaction à un rapport ouvrant la voie à la restitution par la France à l'Afrique d'œuvres d'art africain. Le musée créé par Jacques Chirac réunit à Paris 70 000 des 90 000 objets d'arts d'Afrique subsaharienne présents dans les musées publics français.



« Ça suffit, ma mère est en train de mourir et nous l'abandonnons. »

Cri de colère du fils de l'otage française Sophie Pétronin, détenue au Mali depuis près de deux ans. Emmanuel Macron « doit clarifier sa position » sur l'éventuelle rançon pour la libérer, estime-t-il.

87 morts, c'est le bilan encore provisoire de l'incendie Camp Fire, le plus meurtrier de l'histoire de la Californie. 475 personnes sont toujours portées disparues.

LA PHOTO DU JOUR



À l'appel du collectif #NousToutes, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes, selon les organisatrices, se sont mobilisés, samedi, contre les violences sexistes et sexuelles. Hier, le Premier ministre, Édouard Philippe, a annoncé que la plateforme de signalement en ligne, promise depuis un an, serait lancée demain. PHOTO XAVIER AGON/AFP

TRIBUNE

La transition, vite !

MATTHIEU AUZANNEAU ET JEAN-MARC JANCOVICI, EXPERTS EN QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES (1)

Près de 300 000 personnes sont dans la rue, mais la sortie du pétrole ne s'impose toujours pas comme une nécessité politique concrète. Avec ou sans taxe carbone, l'essence et le gazole seront de plus en plus difficiles à acheter à l'avenir, sans parler du coût des dégâts futurs du changement climatique, et nous persistons à « regarder ailleurs ».

Tous les outils pratiques pour réussir la transition énergétique sont pourtant là, à portée de main. Les plus efficaces ne coûtent que du courage politique. Mieux, une transition intelligente rapportera de l'argent et des emplois aux Français. D'abord en réduisant leurs dépenses de mobilité et de chauffage. Ensuite, en soulageant la balance commerciale française (puisque nous importons tout notre pétrole), ce qui sera directement créateur d'emplois.

Des investissements publics ciblés dans le bus, le train, le vélo, le covoiturage local, peuvent faire baisser de plusieurs centaines d'euros par an les budgets de transport, en particulier pour ceux qui vivent loin des centres-villes, et subissent de plein fouet la hausse des prix à la pompe. Idem pour l'aide publique aux travaux d'efficacité énergétique, dont les premiers bénéficiaires seront ceux qui habitent des « passoires énergétiques ».

Depuis trop d'années, ces instruments ne sont utilisés qu'avec timidité, de façon presque symbolique, comme excuses ou cache-misère d'une politique de statu quo dont les plus modestes payent l'inconséquence.

Sans un plan d'action, dont la colonne vertébrale est la baisse continue de notre consommation de pétrole, de gaz et de charbon, la transition écologique est vouée à l'échec. Cet échec nous conduit tout droit au chaos climatique, à la raréfaction des ressources, et à toutes les misères humaines qui viendront avec. Les gilets jaunes en portent l'avertissement : ils sont nos lanceurs d'alerte.

Les taxes sur les carburants devraient rapporter l'an prochain 37 milliards d'euros, contre 33 cette année, à cause principalement de l'augmentation de la taxe carbone. Quelle part de ces recettes est destinée à encoura-

ger la baisse de la consommation d'énergie ? Moins de 2 milliards d'euros. Pourquoi les « gilets jaunes » ne jugeraient-ils pas que l'écologie est un prétexte pour leur faire les poches ?

Les deux-tiers des émissions de CO2 en France viennent du pétrole : impossible de réduire massivement ces émissions sans toucher à la voiture individuelle. Sinon, autant faire comme Trump, et déchirer tout de suite l'accord sur le climat, signé à Paris en 2015 ; autant continuer à enfermer dans l'impasse ceux qui n'ont pas d'autre choix aujourd'hui que de faire le plein de gazole pour aller travailler. Et après nous, « le Déluge » ?

Une grande nation doit maintenant avoir l'audace et la lucidité de montrer la voie. Se contenter d'augmenter les taxes sur les combustibles fossiles sans planifier une alternative cohérente, c'est évidemment faire le lit du populisme. Où est cette cohérence aujourd'hui ? Plus de 5 milliards de recettes des taxes sur les carburants – de loin le premier poste de dépense de la transition énergétique – vont financer éoliennes et panneaux photovoltaïques, qui n'aident en rien à sortir des énergies fossiles. En effet, l'électricité française est déjà largement

décarbonnée, grâce à nos centrales nucléaires et à nos barrages. Pourquoi ne pas utiliser cet argent pour financer la fin des chaudières au fioul, et aider massivement les plus modestes à avoir un logement bien isolé du froid ?

Pourquoi ne pas aider les gilets jaunes, et au fond tous les automobilistes, à acheter des véhicules vraiment plus économes en carburant, en imposant des malus bien plus substantiels sur les plus grosses cylindrées ? Pourquoi ne pas annoncer qu'en 2022, au terme de ce

mandat présidentiel, la France n'autorisera plus la vente de voitures neuves consommant plus de 5 litres aux cent ? Et qu'est-ce qui empêche d'ici là d'interdire la publicité pour les véhicules les plus voraces ? Qui dira que le changement climatique et l'air pollué de nos villes sont moins dangereux que le tabac ou l'alcool ?

La sobriété de l'habitat et des transports, c'est de l'argent économisé, et c'est un exemple offert au monde pour nous mettre en marche vers une évolution inexorable : celle du monde post-pétrole. La France est le pays des Lumières, il est temps de changer l'ampoule.

(1) Matthieu Auzanneau est le directeur du Shift Project, un think tank qui travaille sur la transition énergétique et l'économie post-carbone (theshiftproject.org). Jean-Marc Jancovici en est le président.